

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 5 (1988)

Artikel: La naissance du Parti socialiste valaisan
Autor: Clavien, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520218>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La naissance du Parti socialiste valaisan

par Alain CLAVIEN

Les socialistes suisses de la fin du XIX^e siècle ne sont pas tendres dans leurs jugements sur le Valais. «Dunkles Afrika der Schweiz», disent-ils lorsqu'ils évoquent cette région si singulièrement rebelle à leurs efforts missionnaires. Il est vrai que le terrain, essentiellement agricole et pastoral, est peu propice à leur apostolat. En 1870, 75% de la population valaisanne vit du secteur primaire. Cette proportion s'élève encore à 65% en 1900. A l'inverse, seuls 363 ouvriers de fabrique sont recensés en 1888. Ils sont à peine 640 en 1895. L'isolement géographique n'arrange rien. Le chemin de fer a beau arriver à Sierre en 1868, puis à Brigue dix ans plus tard, le Valais demeure fermé sur lui-même jusqu'au percement du Simplon. A l'intérieur même du canton, les particularismes restent vivaces et l'esprit de clan domine dans des bourgs et des villages qui vivent pauvrement en semi-autarcie. Certes, bon nombre de Valaisans sont propriétaires, mais de parcelles si exiguës qu'il n'est pas possible d'en vivre décemment. L'émigration des régions de montagne, massive au cours des années 1880-1890, fait écho à cette situation misérable. Solidement tenues en main par un clergé catholique d'autant plus proche du parti conservateur au pouvoir que l'anticléricalisme de l'opposition radicale s'affiche avec virulence, les couches populaires sont apathiques, convaincues de l'immutabilité des choses et réfractaires aux idées nouvelles. Quant aux radicaux, ils ne se préoccupent généralement pas du sort des classes laborieuses. Bien au contraire ! Adeptes du libéralisme économique, ils se montrent souvent plus durs envers leurs employés que les patrons conservateurs retenus parfois par des scrupules chrétiens et des considérations paternalistes.

La Société du Grütli

Premières organisations à se soucier de la situation des travailleurs: les sections valaisannes de la Société du Grütli¹. Depuis 1849, le Grütli, sans pour autant renier son caractère patriotique, a clairement pris position en faveur des couches populaires, mais il refuse une analyse qui oppose les classes sociales. Il prône une attitude intégratrice et veut «empêcher que la classe ouvrière, en même temps qu'elle augmente en nombre, ne devienne une réalité étrangère à l'esprit des institutions politiques du pays».²

La première section valaisanne du Grütli est fondée en 1854, à Sion. Elle disparaît en 1856, faute de membres. Elle renaît en mai 1859 et compte alors une vingtaine d'adhérents, dont deux tiers d'Alémaniques. D'autres sections voient bientôt le jour, à Martigny en 1867, à Monthey en 1868, à Sierre en 1871, à Brigue en 1876 et à Viège en 1889. La plupart d'entre elles sont constituées par des ouvriers itinérants venus d'outre-Sarine. Comme elles n'ont que peu de contact avec la population autochtone, elles ne parviennent pas à durer. Appuyée sur un petit noyau d'artisans installés dans la capitale, la section sédunoise, elle, assure une continuité en dépit de nombreuses difficultés et de plusieurs crises, dont la plus grave, en 1872, voit une trentaine de membres faire scission et quitter la société en emportant la caisse et les instruments de musique...

Les effectifs valaisans du Grütli sont fluctuants. D'après les comptages de Gérald Arlettaz, la moyenne annuelle, entre 1872 et 1914, s'élève à 65 membres, avec des crues de plus de 100 membres en 1885-1886, en 1892-1893 et 1912-1914, et des étiages de moins de 40 membres en 1874-1876, en 1879-1881, en 1896 et, surtout, en 1901-1903.

L'activité politique des sections se limite «à soutenir les candidats radicaux les plus à gauche et à recueillir des signatures pour les initiatives progressistes telle que celle sur le monopole des billets de banque, en 1890, ou celle sur le droit au travail, en 1893»³. De manière générale, les ouvriers affiliés au Grütli restent prudents en matière d'action politique. Etrangers au canton, ils sont en butte à la méfiance des populations indigènes, une méfiance qui vire à l'hostilité dès qu'il s'agit de revendications politiques ou sociales.

Les débuts de l'industrialisation

La mise en valeur de la houille blanche permet le démarrage économique du canton. Le percement du tunnel du Simplon y contribue, surtout parce qu'il favorise un changement des mentalités⁴.

La première concession hydraulique pour l'exploitation de l'énergie

électrique date de 1890. L'industrie chimique et l'industrie métallurgique, friandes d'électricité, ne vont pas tarder à investir dans le Vieux Pays. Alléchées par le prix modique et l'importance des ressources hydrauliques, elles se laissent également attirer par la perspective d'utiliser une main-d'œuvre bon marché. En 1897, Lonza (acides et engrais) s'installe à Viège et à Gampel. En 1904, Ciba ouvre une usine à Monthey. Une année plus tard, Aluminium-Industrie A.G. obtient une concession pour les eaux de la Navizance et met en chantier l'usine de Chippis; la première coulée d'aluminium a lieu en juillet 1908.

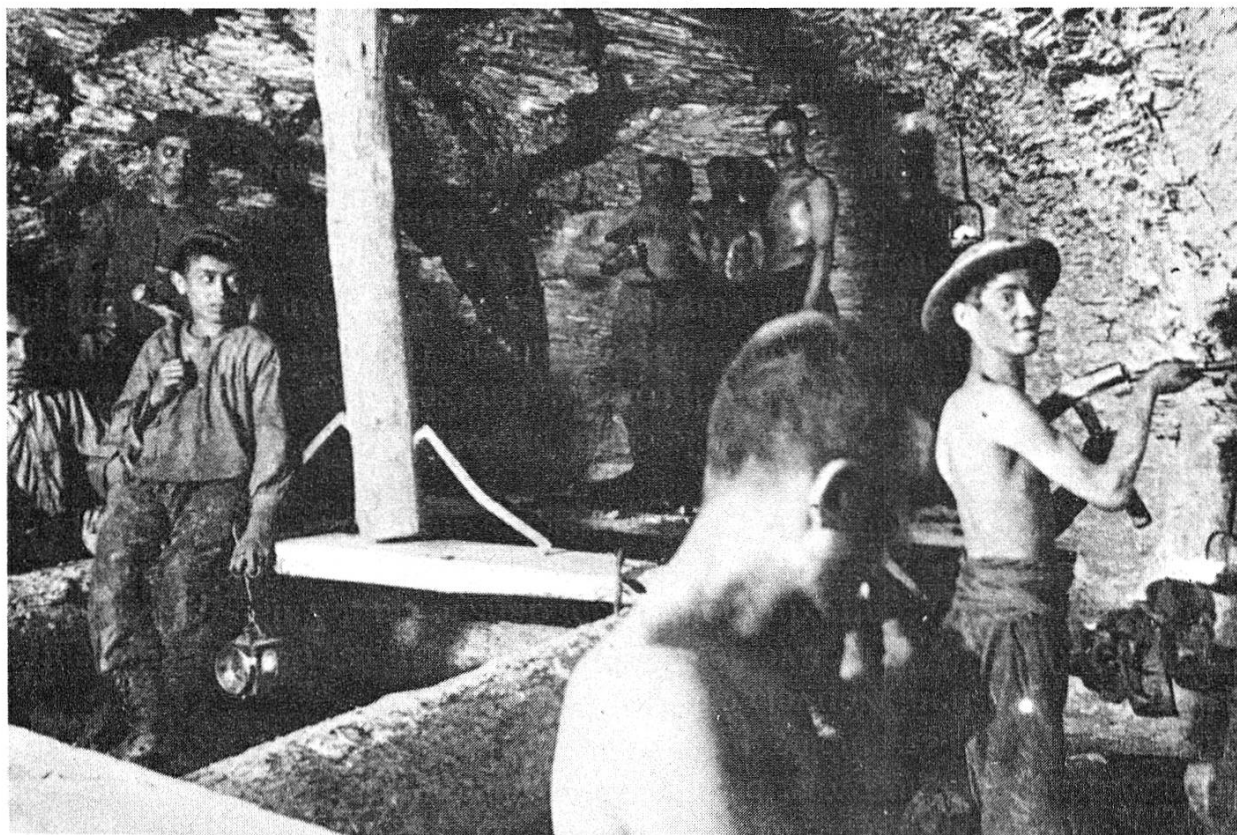
Quant aux travaux de percement du Simplon, ils débutent en 1898 et s'achèvent en 1906. Les contemporains sont conscients de l'importance de l'événement. Avec l'ouverture du tunnel, avec la circulation des marchandises et le brassage des populations, «c'est le souffle de la modernité qui passera à travers la vallée pour réveiller ceux qui s'endorment dans l'immobilisme. [...] Le bruit des trains du Simplon s'élève des deux côtés de la vallée comme un hommage rendu aux idées libérales des hommes de progrès; demain, nous aurons plus de vie, un peu plus de bonheur»⁵.

Cette bouffée d'air frais et l'installation de quelques grandes fabriques dynamisent l'industrie du canton et favorisent le développement de nombreuses petites entreprises. Quelques chiffres pour illustrer ce phénomène : le Valais recense 21 fabriques et 640 ouvriers de fabrique en 1895; 31 fabriques et 980 ouvriers en 1901; 43 fabriques et 1'227 ouvriers en 1905; 80 fabriques et 2'700 ouvriers en 1910. Enfin, en 1914, 83 entreprises emploient 3'000 personnes. Ce développement s'accompagne de grands travaux publics d'infrastructure : percement du Simplon, bien sûr, puis ouverture du Lötschberg, construction de plusieurs chemins de fer, notamment les lignes Martigny-Châtelard, Monthey-Champéry-Morgins ou Martigny-Orsières, extension et amélioration du réseau routier.

Misère et agitation sociale

En vingt ans, le Valais connaît ainsi une véritable révolution industrielle. Ce processus se déroule dans le climat de libéralisme économique et de capitalisme impitoyable qui règne alors en Suisse et dont les classes populaires font les frais.

L'existence des ouvriers valaisans est d'autant plus pénible et précaire qu'il s'agit principalement de travailleurs non qualifiés et donc faciles à remplacer puisque la main-d'œuvre est abondante. D'origine rurale, souvent dépayés et intimidés à l'usine, ils font preuve d'une grande docilité et d'un morne fatalisme. Les journées durent 11 ou 12 heures. Les salaires sont



Les conditions de travail très dures qui sont la norme sur le chantier du Simplon poussent plusieurs fois les ouvriers à la grève. Ce sont les premiers troubles importants que connaît le Valais.

misérables, amoindris encore par des amendes en espèces. Dans des usines où l'on prépare de la soude, où l'on coule de l'aluminium, où l'on fond le verre, aucune précaution ni mesure de protection n'est prévue. A Monthey, on reconnaît les verriers aux cicatrices de brûlure qui marquent leurs bras et leur visage...

Malgré un développement industriel moins vigoureux qu'ailleurs en Suisse, le Valais n'échappe pas au climat de guerre sociale qui marque le pays au début du siècle⁶.

Les premières grèves que connaît le canton sont celles du Simplon⁷. Mandaté par la compagnie Jura-Simplon, le consortium d'entreprises qui travaille du côté valaisan a engagé environ un millier d'ouvriers, italiens pour la plupart. Les conditions de travail sont éprouvantes dans les galeries : forte humidité, température atteignant parfois cinquante degrés à cause des nombreuses sources d'eau chaude, problèmes d'aération, etc. Les salaires sont misérables, car l'offre de main-d'œuvre est nettement supérieure à la demande. De plus, à Brigue, rien n'a été préparé pour le loge-

ment. Les ouvriers se retrouvent à la merci des indigènes, qui s'ingénient à les exploiter : des taudis fabriqués à la hâte leur sont proposés à des tarifs exorbitants, les vivres ont renchéri, le bois se vend à prix d'or... Spontanée, la grève éclate en mars 1899. 400 travailleurs quittent le tunnel et exigent une meilleure rémunération. Le lendemain déjà, ils retournent au travail, sans avoir rien obtenu, si ce n'est le renvoi de 40 d'entre eux. Sept mois plus tard, les ouvriers reviennent à la charge. Ils réclament une augmentation de salaire, l'abolition du travail à la tâche, une diminution des heures de travail et la reconnaissance du syndicat. Les entrepreneurs refusent d'entrer en matière et menacent de congédier tout le monde. Le mouvement se radicalise alors et, le 11 novembre, environ 1'500 ouvriers sont en grève des deux côtés du tunnel. Devant la gravité de la situation, les autorités renforcent la gendarmerie, le Conseil d'Etat envoie la troupe. Une garde civique est levée à Brigue et à Naters ! Fort du soutien inconditionnel du gouvernement valaisan, les patrons lancent un ultimatum : reprise du travail ou licenciement. Le 21 novembre, les ouvriers reprennent le chemin du tunnel. Dix-huit mois plus tard, en juin 1901, une troisième grève éclate. Elle pose les mêmes revendications qu'en automne 1899. La troupe est à nouveau au rendez-vous. Cette fois, les ouvriers obtiennent 25 centimes de plus par jour. Cependant, 250 d'entre eux sont renvoyés et plusieurs «meneurs» sont expulsés et conduits vers la frontière en wagon cellulaire.

Cas d'école pour démontrer la collusion entre le grand patronat et les autorités civiles et militaires, les grèves du Simplon sont restées célèbres dans l'histoire du mouvement ouvrier suisse. Pourtant, il n'est pas sûr qu'elles aient joué le rôle déterminant qu'on leur attribue parfois dans la genèse du mouvement ouvrier valaisan. Impliquant essentiellement des travailleurs italiens, elles ont surtout mis en évidence la fragilité d'une action spontanée et inorganisée, menée sans l'appui des organisations autochtones, au sein d'une population généralement hostile aux revendications ouvrières. Certes, dans son autobiographie, Karl Dellberg fait remonter aux événements de 1901 sa vocation socialiste; mais s'il faut accorder aux grèves une vertu pédagogique, ce sont plutôt les conflits des années 1907-1910, impliquant directement des ouvriers valaisans, qui contribuent à l'éveil d'une conscience ouvrière dans le Vieux-Pays.

Une vingtaine⁸ de grèves ont marqué ces quatre années. Il ne s'agit pas ici de s'attarder de manière exhaustive sur elles, mais d'évoquer les plus importantes.

Au début d'avril 1907, des ouvriers de Ciba décident de former un syndicat. Alertée, la direction tente un coup de bluff et menace de fermer l'usine si le syndicat n'est pas immédiatement dissout. Réunis en assemblée géné-

rale le samedi 13 avril, les ouvriers choisissent la grève et dressent une liste de revendications. Le lundi matin, la majorité des travailleurs ne se présentent pas à la fabrique. Le vendredi, la direction assouplit sa position et entame le dialogue. Les négociations sont difficiles. Toutes les revendications ne seront pas satisfaites, mais le syndicat est admis et les grévistes acceptent bientôt de reprendre le travail.

Au début de ce même mois d'avril, un projet de convention portant essentiellement sur les salaires est présenté à la direction de la verrerie de Monthey. Devant le refus d'entrée en matière, les ouvriers cessent le travail. Le mouvement, bien organisé et massivement suivi, immobilise complètement la verrerie. Au bout de quelques jours, les patrons capitulent et signent une convention pour trois ans. Le salaire journalier passe de 3 francs à 3,75 francs. D'un côté, les verriers s'engagent à ne plus présenter de revendications et à ne plus déclencher de grève durant les trois ans à venir. De l'autre côté, la direction promet qu'aucun ouvrier syndiqué ne sera inquiété par un chef ou par un employé.

Le 8 août 1907, près de 400 ouvriers occupés à la construction du tunnel Martigny-Bovernier cessent le travail. Ils réclament une augmentation de salaire et la journée de 10 heures. L'épreuve de force dure dix jours. Le 17 août, leurs revendications satisfaites, ils reprennent le chemin du chantier.

Fin octobre, nouvel accrochage à la verrerie de Monthey. Suite à une bagarre entre l'ouvrier syndiqué Chappuis et un manoeuvre non syndiqué, Chappuis est renvoyé de l'usine. Le syndicat invoque la convention signée en avril et réclame le renvoi du manoeuvre. Face au refus patronal, 120 ouvriers syndiqués — plus de la moitié du personnel — menacent d'entrer en grève. Deux tentatives de conciliation ayant échoué, la direction décide un lock-out de deux mois à partir du 2 novembre. Toutefois, le 14 novembre, un accord intervient entre le conseil d'administration et le comité syndical. Chappuis n'est pas réintégré, mais le manoeuvre incriminé dans l'affaire a librement décidé de s'en aller. Le travail reprend le 18 novembre.

Le 26 mai 1908, toujours à Monthey, une centaine d'ouvriers de Ciba déclenchent une grève qui immobilise totalement l'usine. Ils réclament un modique supplément de 5 centimes à l'heure. La direction ne veut d'abord rien entendre. Cependant, après 30 jours de grève, elle accorde les hausses salariales exigées. Le travail reprend le 27 juin.

Le samedi 13 juin 1908, une grève éclate sans avertissement chez les terrassiers occupés à la construction du canal Loèche-Finges-Sierre. Sur 1'200 ouvriers, 900 ont cessé le travail. Ils réclament 5 centimes de plus à l'heure et veulent que la paie soit versée tous les quinze jours. Au début juillet, le conflit dure toujours. Il va se résorber petit à petit : devant l'intransigeance

des employeurs, les ouvriers en grève, italiens pour la plupart, prennent leur baluchon et s'en vont.

La verrerie de Monthey fait à nouveau parler d'elle en 1910. La convention de 1907 arrivant à terme, les ouvriers rédigent une nouvelle mouture lors de leur assemblée générale du 4 mai. La direction ne veut pas en entendre parler et propose de renouveler l'ancien accord. Les verriers acceptent de renoncer à certaines de leurs prétentions, notamment à l'idée d'un syndicat obligatoire, mais maintiennent leurs revendications salariales. Les patrons se montrent inflexibles. Quelque 120 ouvriers se mettent en grève au début juin. L'épreuve de force dure plus de quatre mois. Le 14 octobre, à bout de ressources, les grévistes décident de reprendre le travail. La direction tente alors d'abattre l'organisation ouvrière en profitant de la misère des grévistes. Elle promet une légère augmentation de salaire, mais précise qu'elle ne réengagera que les verriers qui abandonnent le syndicat. Cette proposition indigné une partie des grévistes qui refusent de passer sous les fourches caudines du patronat. Mais la majorité d'entre eux se trouvent dans une situation matérielle désespérée. Ils ne sont plus en mesure de continuer la lutte et reprennent le travail au début novembre. Quelques-uns, pourtant, préfèrent partir à Saint-Prex, où une verrerie vient d'ouvrir ses portes.

Durant toute cette période, les conflits sociaux sont fréquents, importants et souvent âpres. Ce n'est généralement qu'accumulés à la misère et arrivés à la limite du désespoir que les ouvriers valaisans transgressent l'interdit de la grève⁹. Augmentation des salaires et allègement des horaires journaliers sont les deux revendications spontanément formulées. S'y ajoute, parfois, une troisième : l'autorisation du syndicat. C'est là qu'apparaît l'aspect pédagogique de la grève : la perspective d'un proche conflit ou sa récente expérience posent la question de l'organisation ouvrière. Il faut relever que la grande majorité des conflits a lieu dans le Bas-Valais. Cela ne sera pas sans conséquence sur l'état d'esprit des ouvriers chablaisiens.

Deux pôles

A l'aube du siècle, le Grütli valaisan est exsangue. Il n'existe plus que deux sections, celle de Sion et celle de Monthey, reconstituée en 1884. Elles ne réunissent que 44 membres en 1900, 26 en 1901 et 18 seulement en 1902¹⁰. Mais une deuxième vague va bientôt relancer le mouvement ouvrier dans le canton.

En 1904, une section du Grütli est recrée à Brigue. Elle groupe essentiellement des employés postaux et des cheminots¹¹. Animée par des esprits résolus, tel Karl Dellberg, elle prépare la première grande manifestation

ouvrière valaisanne, un cortège de 600 à 700 personnes, pour le 1er Mai 1905. L'opposition radicale passant alors pratiquement inaperçue dans le Haut-Valais, la section se risque sur le terrain politique et se présente comme la seule échappatoire au pouvoir conservateur. Aux élections de 1907, elle parvient à faire élire un conseiller communal, Albert Kämpfen. En 1908, les élections communales se déroulent pour la première fois selon le système proportionnel. Nouveau succès des grutléens brigois : non seulement Kämpfen est réélu, mais son colistier, Jean Stegmann, passe lui aussi la rampe. En 1912, ces deux sièges sont confirmés et neuf candidats du groupe sont élus au conseil général. «Parallèlement, la section prend des initiatives sur le plan communal et réclame, avec des fortunes diverses, la gratuité des fournitures scolaires, l'introduction du droit à un salaire minimum, etc. A chaque occasion, sur les plans cantonal et fédéral, la section développe une propagande en faveur des thèses socialistes, dont le Grütli s'est rapproché depuis le début du siècle»¹².

Dans le Bas-Valais, les choses commencent également à bouger. Le 28 janvier 1906, suite à une initiative d'Ulrich Gaillard, alors instituteur à Echallens et rédacteur à la *Lutte sociale, Organe socialiste pour les cantons de Vaud, Valais et Genève*, une réunion a lieu à Martigny. Elle réunit environ 70 ouvriers et employés de la partie romande du canton. Gutknecht, fonctionnaire CFF à Sion, Gaillard et Henri Viret, de Lausanne, mènent les débats. Au terme des discussions, la constitution d'un parti socialiste ouvrier valaisan est décidée à l'unanimité. Les camarades présents sont invités à recruter des adhérents et à organiser des associations locales. La date du congrès général constitutif est fixée au premier dimanche de mai. Le dimanche 6 mai, Martigny connaît sa première «concentration ouvrière». Le congrès socialiste se déroule sous la présidence de Gaillard¹³. Charles Naine et Jean Sigg, invités, prennent la parole. L'enthousiasme aidant, les participants acclament la création du parti socialiste ouvrier valaisan. Mais le volontarisme de Gaillard ne suffit pas et le projet reste lettre morte.

En 1908, encouragés par leur succès de l'année précédente et confiants dans les possibilités qu'offrent les élections au système proportionnel, les Brigois prennent l'initiative de relancer l'idée d'un parti cantonal. Les contacts sont pris avec les camarades romands et une première rencontre a lieu le 1er mai 1908. Une seconde assemblée réunit, en septembre, les délégués des trois sections du Grütli, auxquels se sont joints ceux de l'Union ouvrière de Monthey nouvellement créée. Un projet de statuts est adopté, mais les choses ne vont pas plus loin.

Au printemps 1910, les Brigois, qui ont connu de nouveaux succès poli-

tiques sur le plan local, reviennent à la charge en lançant un appel aux différentes organisations ouvrières du canton. Cet appel suscite de vives réactions dans les colonnes du journal montheysan *La Justice*. Le 23 avril¹⁴, Fidèle Allégra y exprime ses convictions anarcho-syndicalistes. Que les ouvriers valaisans désirent s'organiser sur le plan cantonal, voilà qui lui semble fort bien. Mais qu'ils évitent la création d'un parti qui les engagerait sur la voie politique. L'action politique divise. Or, la force des prolétaires réside dans leur union. Que les ouvriers valaisans s'unissent donc ! Mais au sein d'une fédération ouvrière du Valais qui, selon Allégra, doit privilégier la seule action syndicale. Une semaine plus tard, le problème est repris dans un article de Félix Mutti¹⁵. Deux arguments sont utilisés pour disqualifier l'option politique. D'une part, fonder un parti revient à affaiblir le prolétariat valaisan en créant une division entre ouvriers indigènes et étrangers. D'autre part, et plus radicalement, l'action politique parlementaire n'est qu'une illusion dangereuse : «on a réussi ici et là à caser un des siens dans les mèches de l'Etat, on a nommé des conseillers municipaux, des juges, des chefs de police, des conseillers d'Etat "socialistes", mais ils se sont empressés, ces élus du peuple, de prouver qu'ils étaient avec la bourgeoisie contre les travailleurs». Les syndicalistes montheysans s'opposent donc radicalement au projet brigois et les délégués de l'Union ouvrière ne participent pas à l'assemblée qui, le 1er mai 1910, se réunit à Sion pour débattre de la question. Nouvel échec.

Vers 1908-1910, le mouvement ouvrier valaisan est donc tiraillé entre deux pôles. Brigue, centre du mouvement dans le Haut-Valais, et Monthey, qui domine la scène bas-valaisanne, ont pris des options idéologiques différentes. Cette opposition retardera de plusieurs années la création d'un parti socialiste cantonal.

Plusieurs facteurs expliquent le choix bas-valaisan. D'abord, la composition du prolétariat chablaisien. Il compte dans ses rangs de nombreux ouvriers étrangers au canton, confédérés ou italiens. Très bien intégrés, souvent plus combatifs que les travailleurs indigènes, ils jouent un rôle dynamique lors des premières tentatives d'organisation syndicale.

Ensuite, le climat de guerre sociale que connaît la région. Alors que Brigue ou Viège ne connaissent pratiquement plus aucun conflit social grave une fois le tunnel du Simplon terminé, de nombreuses grèves éclatent entre Martigny et Monthey, particulièrement dans les années 1907-1910.

Enfin, la proximité du canton de Vaud et de Lausanne. A la fin 1905 est créée la Fédération des unions ouvrières de Suisse romande (FUOSR). De tendance anarchiste, combative, militante, la FUOSR va dominer le syndicalisme vaudois pendant quelques années¹⁶. Ses grands thèmes de propa-

gande sont la journée de huit heures, la lutte révolutionnaire contre le lock-out, le boycott, l'antimilitarisme et la grève générale. Son hebdomadaire, *La Voix du Peuple*, naît à Lausanne le 1er janvier 1906. La FUOSR accorde toute son attention aux grèves chablaisiennes des années 1907-1910. Plusieurs militants anarchistes se déplacent à Monthey pour donner des conférences. Une «Lettre du Valais» paraît régulièrement dans les colonnes de *La Voix du Peuple*. De plus, Clovis Pignat, secrétaire du Groupement libertaire valaisan¹⁷, un des animateurs du mouvement montheysan, est très lié aux milieux anarchistes lausannois et genevois. Ce prosélytisme porte ses fruits. L'Union ouvrière de Monthey est créée en 1908. Dès la mi-septembre 1909, elle a son propre hebdomadaire, *La Justice*. Animé par Clovis Pignat et Benjamin Caillet-Bois, il s'agit du premier journal socialiste (au sens large) valaisan. Il défend une ligne anticapitaliste dure, stigmatise l'ensemble de la bourgeoisie contre laquelle ouvriers et paysans doivent s'unir. Il dénonce le militarisme, le cléricalisme, la collusion d'intérêts entre milieux d'affaires, Etat et armée. Il tourne en ridicule les prétentions radicales ou chrétiennes-sociales à s'occuper de la question sociale. Son but ? Le communisme. «Nous voulons socialiser tout, la terre, les usines, les chemins de fer, les postes et tout ce qui est destiné à la consommation. La grande idée directrice du socialisme, c'est d'abolir l'argent, d'abolir le système de la propriété privée et d'établir un système de propriété sociale communiste garantissant du travail à chaque être humain et donnant droit aux enfants, aux femmes, aux infirmes et aux vieillards à l'existence pleine et entière sans aucune humiliation»¹⁸.

Entièrement écrit par des militants valaisans, cet hebdomadaire ne naît pas ex nihilo. En avril 1904, Fidèle Allégra, qui a racheté quelques années auparavant l'Imprimerie de Monthey, lance un journal intitulé *Le Bas-Valaisan*. Il s'agit d'une simple feuille d'avis locale avec une tribune libre en première page, «ouverte à tout un chacun de bonne volonté». Seuls des sujets anodins ou pratiques y sont traités car «il n'est pas admis de polémiques personnelles ou politiques dans nos colonnes»¹⁹. Coup de théâtre le 18 mai 1906 : la rédaction annonce aux lecteurs que le journal «va sortir de sa douce quiétude» et que ses colonnes seront désormais «ouvertes aux volontés qui cherchent la prospérité du Valais et son avancement dans une voie toujours plus démocratique»²⁰. Le changement de ton est immédiat et vigoureux. Dès le numéro du 25 mai, les articles polémiques se succèdent, occupant régulièrement la «une». Ironiquement, ils portent la signature de «Ch. de Monthey», le rédacteur du très conservateur *Nouvelliste Valaisan* signant ses papiers «Ch. de Saint-Maurice». Dissertant sur le libéralisme, dénonçant les conservateurs, *Le Bas-Valaisan* n'a peur de rien : en première

page, il explique tranquillement que le matérialisme historique enseigne à analyser la vie sociale et que «la religion et le culte rentrent dans l'orbite des faits sociaux et souvent, pour une grande part, peuvent s'expliquer avec le Capital de Marx à la main»²¹. En août, l'hebdomadaire change de nom et devient *Le Simplon, journal radical*. L'anticléricalisme virulent est sa principale caractéristique. Il collectionne avec délectation les faits divers dénonçant les turpitudes d'hommes et de femmes d'église. Cette position se double d'un athéisme proclamé : «Dieu n'existe pas», titre-t-il le 1er décembre 1906. En 1907, le journal part en guerre contre la nouvelle organisation militaire. Il aborde également les questions sociales et donne un compte-rendu enthousiaste du premier cortège du 1er Mai à Monthey. En juillet, le Département de Justice et Police du canton interdit la vente du *Simplon* dans les kiosques de gare du Valais. Le journal ne résiste pas longtemps à cette censure. Il rend l'âme le 23 novembre 1907. Peu ému par cette scandaleuse entorse à la liberté de presse, *Le Confédéré*, habituellement si sensible aux abus de pouvoir conservateurs, ne consacre que quelques lignes ironiques à la mort de son encombrant allié²². Il est vrai que malgré le sous-titre du journal défunt, il n'y avait pas beaucoup de points communs entre les rédacteurs Roger Beauval et Clovis Pignat, réfractaire condamné à trois mois de prison en 1906, et les radicaux abonnés au *Confédéré* ! Lorsque deux anciens du *Simplon*, Fidèle Allégra et Clovis Pignat, lancent *La Justice*, l'ambiguïté ne sera plus de mise.

Alors que les Brigois ont pu se présenter sur le terrain politique comme la seule échappatoire au pouvoir conservateur, la situation est plus compliquée dans le bas du canton. La présence du parti radical renforce les militants montheysans des années 1908-1910 dans leur refus d'engager le combat avec les armes de la démocratie représentative. Non seulement l'existence d'une opposition radicale rend très douteuses les possibilités de succès socialistes, mais une participation socialiste au jeu politique signifierait d'interminables et épuisantes querelles entre deux formations qui s'accuseraient chacune de faire le jeu de la majorité en divisant l'opposition.

1913 : un parti mort-né

En août 1910, l'Imprimerie de Monthey doit fermer ses portes. Clovis Pignat est contraint de quitter le canton pour aller travailler en Italie. Quant à la FUOSR, elle traverse des moments difficiles. Toutes ces circonstances sont mises à profit par la tendance sociale-démocrate du mouvement ouvrier valaisan. *La Justice* n'est pas morte. Désormais imprimée sur les

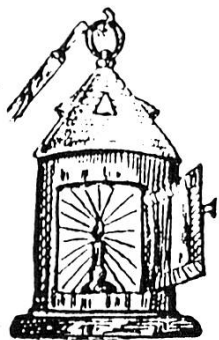


Ulrich GAILLAND

presses du *Grutlén*, à Lausanne, elle est reprise en main²³ par Karl Dellberg et Ulrich Gaillard. En septembre 1910, ils vont la doubler d'un tirage en langue allemande, *Die Gerechtigkeit*. Les nouveaux animateurs vont déployer une intense propagande en faveur d'un parti socialiste. Charles Naine et Paul Golay leur prêtent régulièrement main forte. Pendant qu'Ulrich Gaillard s'en prend aux radicaux et dénie au *Confédéré* le droit de se qualifier d'«ami des ouvriers», plusieurs articles s'appliquent à démontrer la compatibilité et même la complémentarité de la lutte syndicale et du combat socialiste. Les attaques contre les anarchistes sont nombreuses et virulentes. Les syndicalistes anarchistes «dépensent les quatre cinquièmes de leur force – quand ils en ont – à discréditer aux yeux des ouvriers le parti politique qui lutte contre le capitalisme. [...] Dans la Suisse romande, grâce à ses doctes intransigeants, la puissance de la classe ouvrière est divisée, réduite à son minimum. Un découragement profond s'est emparé du prolétariat, las des continuelles insultes lancées à la face de gens qui travaillent, eux aussi, à l'émancipation prolétarienne»²⁴. Le journal ne craint pas les attaques personnelles : Clovis Pignat, de retour d'Italie en 1912, est régulièrement pris à partie. Chargé de tous les excès de l'anarchisme, «Clovis» ou le «compagnon Pignat» en vient à personnifier le type même du libertaire sectaire et farouchement ouvriériste. Ulrich Gaillard lui fait endosser avec jubilation les déclarations fracassantes et parfois extravagantes d'un Yvetot ou d'un Gustave Hervé pour mieux le clouer au pilori.

Un événement va servir de catalyseur pour la création d'un parti socialiste. En été 1912, les industriels valaisans ont créé une association pour défendre leurs intérêts communs. Le choc est rude. «C'est là une fameuse leçon pour les ouvriers qui, eux, ne savent pas encore s'unir sur leur terrain de classe et qui se laissent acheter par tels ou tels politiciens jaunes ou rouges. Les gros, eux, savent s'arranger quand il s'agit de servir leur dieu commun, le Veau d'Or [...]»²⁵. La section de Brigue saisit ce prétexte pour lancer un appel aux militants ouvriers, syndicalistes et socialistes du canton : «Camarades, c'est le moment de nous réveiller et de rassembler nos forces naissantes»²⁶. Rendez-vous est pris pour l'automne.

Cette réunion se tient à Sion le dimanche 27 octobre 1912. Le troisième point de l'ordre du jour concerne l'organisation syndicale et politique. Il donne lieu à des débats passionnés au terme desquels il est décidé de créer un parti ouvrier cantonal. La réunion constitutive a lieu dans la capitale le 12 janvier 1913. Elle rassemble 12 délégués des trois sections du Grütli²⁷ et 5 autres camarades, dont Ulrich Gaillard, rédacteur de *La Justice*. Le parti ouvrier valaisan est officiellement créé; le projet de statuts élaboré en 1908



Le Falot

CRITIQUE POPULAIRE VALAISAN

— PARAISSANT LE PREMIER DE CHAQUE MOIS —

ABONNEMENTS :
SUISSE (un an) Fr. 1.—
ÉTRANGER " " 1.80

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
ADRESSE
Journal « LE FALOT », VOUVRY (Valais)

Une société qui
admet la misère,
une humanité qui
admet la guerre,
ne semblent une
société, une huma-
nité inférieures et
c'est vers une autre
société, une autre
humanité que je
tends : société sans
roi, humanité sans
frontière.

V. Hugo.

Le centenaire du Valais

sacré du désintéressement cléricale !. Oubli-
t-on que le clergé a dressé le pays à son
service, conformément à son intérêt de

les services industriels doivent bien marcher
Aussi les voyons nous boucler par de beaux
bénéfices bruts, ce qui équivaut, en langage

Le haut de la première page d'un numéro du Falot.

est repris et adopté. Brigue devient section-vorort et *La Justice-Die Gerechtigkeith* paraît dès lors « sous la responsabilité entière, morale et matérielle du Parti cantonal, dont elle devient l'organe officiel ».

Le parti nouveau-né ne va pourtant pas vivre longtemps. Faute de fonds, *La Justice* cesse de paraître dès septembre 1913. Au printemps 1914, pour des raisons inexplicables, les deux sections bas-valaisannes abandonnent leurs camarades alémaniques. Le parti ouvrier valaisan a vécu.

Tout reprendre à zéro

Pour les plus engagés des militants, le coup est rude et amèrement ressenti. Et, de fait, le mouvement ouvrier valaisan se trouve plongé dans une profonde apathie à partir de 1914. Fin de la deuxième vague. Il faudra attendre le milieu de la guerre pour qu'une troisième vague, la bonne, se forme et débouche sur la création d'un parti socialiste valaisan.

C'est le si critiqué Clovis Pignat qui va reprendre le flambeau. En mai 1914, il lance un nouveau journal, *Le Falot*, avec l'aide d'une quinzaine de camarades de Monthey, de Saint-Maurice, de Martigny, de Sion et de Sierre. Echaudé par les querelles passées, Pignat met les choses au point dès le départ²⁸. *Le Falot* ne sera pas l'organe d'un parti, il « ne sera pas une sorte de chapelle marxiste ou proudhonnienne ». Il veut réunir et défendre tous les travailleurs valaisans, campagnards, ouvriers, artisans ou employés, sans exclusive. Le but avoué est de sensibiliser le plus grand nombre de Valaisans possible à la situation de la classe exploitée, en dénonçant les abus dont elle est victime, en « démasquant les mensonges de ceux qui ont intérêt à tromper le peuple pour le maintenir dans son ignorance ». Les premiers numéros s'attaquent à l'obscurantisme religieux, au système fiscal, à

l'organisation scolaire. La guerre interrompt la publication du journal. Quelques numéros paraissent de manière intermittente en 1915; mais les problèmes de censure s'ajoutent aux difficultés pécuniaires et *Le Falot* n'est rallumé qu'en janvier 1916.

«Fondé pour dénoncer tous les abus qui parviennent à sa connaissance et mettre à jour les nombreuses iniquités qui se commettent, le plus souvent au détriment du peuple»²⁹, *Le Falot* continue à jouer ce rôle. Mais il ne s'en tient pas là. Dès le printemps, il fait campagne pour l'organisation ouvrière. Pignat résume crûment le problème : «Ou la masse productrice continuera à rester divisée et à servir d'instrument aux spéculations les plus honteuses; ou bien elle saura trouver dans l'association les moyens de faire triompher ses droits»³⁰. Cette campagne journalistique renvoie un écho favorable. Aussi, Pignat va-t-il bientôt la doubler par des conférences dans plusieurs localités du Valais romand.

Les temps sont propices à ce travail d'organisation. Deux années de guerre ont bouleversé les conditions d'existence des couches populaires. L'inflation et la spéculation ont fait s'envoler les prix de plusieurs denrées de base, alors que les salaires n'ont augmenté que très lentement quand ils n'ont pas stagné. Malgré leurs bénéfices colossaux, les industriels, qui fournissent les belligérants, rechignent à rétribuer décemment leurs ouvriers. Si les grèves étaient relativement rares en Suisse au début du conflit, leur nombre s'élève sensiblement dès 1916.

La Fédération ouvrière du Valais

Dans ce contexte, l'action de Clovis Pignat rencontre un certain succès. Au terme de l'une de ses conférences, l'Union ouvrière de Vouvry est créée en mai 1916. En octobre, l'Union ouvrière de Martigny est constituée³¹, bientôt suivie par celle de Saxon-Fully.

Le 7 janvier 1917, une assemblée réunit à Saxon les délégués des Unions ouvrières de Monthey, de Vouvry, de Martigny et ceux de l'Union locale. Après un exposé de Pignat sur l'action ouvrière dans le canton, les délégués décident de constituer une Fédération ouvrière du Valais et élisent immédiatement un comité de cinq membres. Cette fédération a pour tâche principale de créer de nouvelles sections. Elle s'en acquitte avec diligence : au cours des mois suivants, des Unions ouvrières sont créées au Bouveret, à Vionnaz, à Riddes, à Nendaz et enfin, en juin, à Isérables. Quelques opérations menées par les sections locales et soutenues par le secrétariat de la Fédération sont couronnées de succès : en septembre, les ouvriers des Conserves de Saxon obtiennent une augmentation de salaire de 10%. Durant

l'été, un arrêt de travail bien organisé oblige l'entrepreneur Combes de Saillon à majorer de 20% les salaires de ses pierriers.

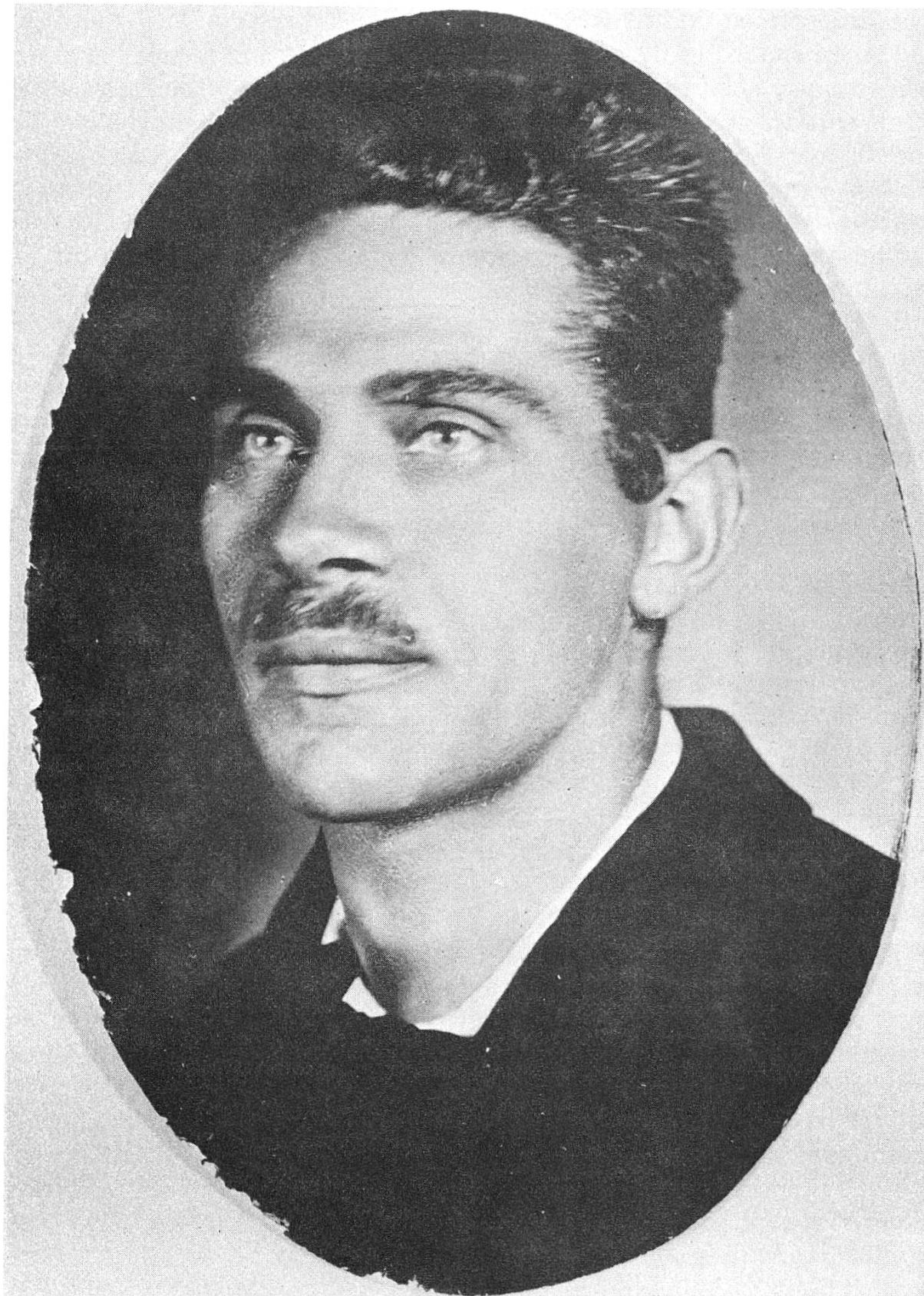
L'activité de conférencier n'empêche pas Pignat de continuer son combat journalistique. Les élections du 3 décembre 1916 donnent au bouillant rédacteur du *Falot* l'occasion de déclarer la guerre aux radicaux. Les arrangements intervenus alors entre conservateurs et radicaux sont éloquents, estime-t-il. Jusqu'à ces dernières années, «il suffisait à quelques notoires exploiters de s'étiqueter rouges pour s'éviter les justes ressentiments du peuple qu'ils déchargeaient contre les curés, contre les conservateurs»³². Mais les ouvriers de Monthey ou de Saxon ont appris à leurs dépens quelle était la dureté du patronat radical. Quant aux autorités radicales de Martigny et de Vouvry, elles «se solidariserent moralement avec le grand patronat pour combattre les légitimes revendications des travailleurs». Que les ouvriers ne se laissent donc plus abuser par une propagande sournoise: les radicaux d'aujourd'hui n'ont plus le droit moral de se réclamer de leurs aïeux; pour Pignat, le vrai continuateur des luttes libérales de 1844, ce n'est pas *Le Confédéré*, c'est *Le Falot* ! A partir de janvier 1917, le clou est régulièrement enfoncé. Tous les numéros du journal, ou presque, contiennent un article qui s'applique à démontrer la collusion d'intérêts entre radicaux et conservateurs.

Chippis, 1917

Après que leurs revendications ont été sèchement refusées par la direction, après qu'une tentative de conciliation en présence du conseiller d'Etat Maurice Troillet a échoué, les 1'700 ouvriers de l'usine d'aluminium de Chippis se mettent en grève, le 17 juin 1917³³. De notoriété publique, les conditions de travail sont si dures, les paies si misérables³⁴ et les bénéfices de l'usine si faramineux³⁵ que même la presse conservatrice, *Gazette du Valais* et *Nouvelliste Valaisan*, soutient les revendications ouvrières. L'arrêt du travail dure quinze jours. Il n'aboutit à aucun résultat tangible pour les ouvriers. Jouant sur le fait que la production d'aluminium est considérée d'importance stratégique, la direction a bénéficié de l'appui de l'armée, qui a réquisitionné des hommes pour remplacer les grévistes. Seule revendication acceptée : la création, à titre d'essai, d'une commission ouvrière. Le travail reprend à la fin juin. 17 ouvriers sont renvoyés.

La grève a été déclenchée et dirigée par l'abbé Pilloud, secrétaire romand de l'Union des travailleurs catholiques, qui, en mai 1916, avait organisé un syndicat chrétien groupant les ouvriers de Chippis³⁶. Tout en fus-

Centre valaisan du film



Le jeune Karl Dellberg, animateur du mouvement ouvrier dans le Haut-Valais.

tigeant la direction de l'usine d'aluminium, le correspondant sierrois du *Falot* ne manque pas de relever l'ambiguïté d'une action menée par des ecclésiastiques. «Nous dirons que dans cette lutte, les conditions des adversaires sont inégales et impossibles. Les patrons ont l'argent, le nerf de la guerre, et on leur donne encore l'armée. Les ouvriers sont par contre la force, mais on leur prêche le calme et la douceur. Autant vaudrait se battre à 100 mètres contre des fusils avec des cuillers à soupe»³⁷. Cette mise en garde contre la tentation chrétienne-sociale se renouvelle de temps à autre dans les colonnes du journal. En fait, il semble que l'échec de Chippis ait porté un rude coup aux syndicats chrétiens. En février 1918, *L'Action sociale*, l'organe des travailleurs catholiques dirigé par l'abbé Pilloud, déplore qu'en Valais «le christianisme social soit si peu ou pas du tout connu de la masse ouvrière qui, bien qu'en majorité catholique, subit l'emprise du socialisme». Cette déclaration réjouit Pignat, qui ne manque pas d'en faire part à ses lecteurs³⁸.

Demain matin, la révolution

Février 1917, la révolution russe. *Le Falot* la salue avec enthousiasme. Quel exemple de voir les foules ouvrières russes, «en un moment où la tenaille militariste et policière les étouffait le plus, se dresser dans un suprême élan et abattre par la grève générale ce monstre hideux du tsarisme»! Pour Pignat, la leçon est claire : inutile de recourir aux procédés employés par les partis politiques. L'exercice permanent de l'idée de solidarité, la conscience que chaque syndiqué se fera du noble but à atteindre rendront toujours plus importants les résultats de l'action ouvrière, en Russie comme en Valais. Octobre renforce Pignat dans ses convictions.

Au cours de l'hiver 1917-1918 apparaît le spectre de la famine. *Le Falot* dénonce les spéculations et prend à partie les paysans valaisans. «L'heure de pratiquer la solidarité les uns envers les autres avait sonné; les agriculteurs avaient une belle occasion de livrer leurs produits superflus à la consommation [...], de les mettre spontanément et aux prix fixés à la disposition de ceux qui devaient veiller au ravitaillement de tous. [...] L'ont-ils fait ?»⁴⁰ En juillet, *Le Falot* appelle aux manifestations populaires pour contraindre le gouvernement, qui subit la pression des riches spéculateurs, à agir et à prendre des mesures énergiques : démobiliser pour produire plus, réduire les exportations alimentaires, «quitte à recevoir moins de fer et de houille pour l'industrie des munitions», empêcher les accaparements et perquisitionner s'il le faut.

Au cours de l'été 1918, la grippe espagnole vient encore aggraver les

conditions de vie et rendre plus tendue la situation sociale. Pendant ces années de guerre, Pignat n'a jamais renié son antimilitarisme. Dès 1915, *Le Falot* a dénoncé l'absurdité du massacre, ce qui n'est certainement pas étranger aux mesures de censure dont il a fait l'objet. Mais la grippe donne à Pignat l'occasion de laisser éclater sa rage contre les hobereaux militaires. «Après avoir vidé nos poches, et plus que doublé les tarifs de chemin de fer; après avoir drillé les troupes pendant quatre ans; après avoir fait voter des centaines de millions pour modeler l'armée à la prussienne, voilà leur déclaration : ils s'avouent impuissants de soigner 6'000 malades sans le secours de la population civile, ce civil dont ils piétinent dédaigneusement les droits avec la lourdeur de leurs sabres et de leurs bottes vernies. Nous nous demandons ce qu'il adviendrait après trois jours de guerre [...]»⁴¹.

Les événements de novembre 1918 font naître des espoirs démesurés dans les rangs de l'équipe du *Falot*. Analysant la grève générale du 11 novembre, Pignat estime que la répression qu'elle a entraînée ne peut que hâter la maturité révolutionnaire des «producteurs»⁴². A son avis, le mouvement est irréversible et le jour du salut est proche. Afin que la classe ouvrière et paysanne du Valais ne se trouve pas désorientée quand sonnera l'heure de l'action, Pignat donne quelques directives : «Création dans chaque commune d'un conseil de délégués ouvriers et paysans pour l'organisation du travail et la répartition des terres appartenant à ceux qui ne la travaillent pas; service municipal de ravitaillement et d'échange avec le dehors; livraison gratuite par la commune des outils, machines, semences pour l'agriculture; [...] institution d'une garde rouge et de commissions de surveillance et d'arbitrage pour solutions éventuelles de conflits et exécution des arrêtés communaux»⁴³.

La révolution tant espérée n'aura pas lieu. La déception va provoquer l'effilochement du courant anarcho-syndicaliste. Si l'utopie n'a pas été possible alors que des conditions insurrectionnelles existaient, ne faudrait-il pas se rabattre sur des réformes?

L'âge de raison

En automne 1919, le peuple suisse inaugure le système proportionnel pour les élections au Conseil national. En février déjà, le *Falot* évoque la possibilité d'une participation : «Quoique notre foi au parlementarisme soit très restreinte, car pour nous les parlementaires sont trop souvent des parlementeurs, nous nous demandons s'il n'y aurait pas lieu pour la classe ouvrière du Valais de marquer, dans ce domaine aussi, son activité et sa valeur ?»⁴⁴ Entre la participation à des élections et la création d'un parti, la distance n'est pas énorme. Le pas est bientôt franchi, avec certaines conditions toute-

fois. Dans un article significativement intitulé «Leurs partis... et celui que nous voulons fonder», *Le Falot* marque bien les limites à respecter: «Fondons le parti du travail. Débarrassons-nous des avocats, des prêtres et des majors. Ayons des représentants qui soient des nôtres et alors allons-y !»⁴⁵.

Sur le terrain, les choses bougent aussi. Le 1er avril 1919, à Sierre, la FOMH ouvre un secrétariat général pour le Valais. Le secrétaire, Alfred Schreier, ne débarque pas en terrain complètement vierge. Au début 1917, un syndicat FOMH, fondé à Brigue sur l'initiative de Karl Dellberg, réunissait une partie des ouvriers travaillant aux usines Lonza. 1918 avait vu la naissance de deux autres sections FOMH en Valais, à Sierre en février et à Monthey en mai. Toutefois, ces sections n'étaient pas très dynamiques. Schreier va reprendre les choses en main. Les résultats ne se font pas attendre puisqu'en mai 1919 une section se constitue à Vernayaz, puis une autre à Martigny. Si, en 1918, les sections FOMH valaisannes comptaient 200 membres, elles rassemblent près de 750 adhérents en été 1919. Devant l'ampleur du recrutement, un deuxième secrétariat est ouvert à Brigue en juillet 1919. Albert Delz, employé postal dans cette localité, en assure le fonctionnement. La FOMH n'est pas seule à enregistrer des succès. En juin, les scieurs, menuisiers-ébénistes et charpentiers de Martigny constituent eux aussi un syndicat et adhèrent du même coup à la Fédération suisse des ouvriers sur bois. Cette prise en main de l'organisation syndicale valaisanne par de grandes fédérations de l'USS (Union syndicale suisse) contribue à créer un climat favorable à la création d'un parti socialiste cantonal. Contrairement aux anciennes unions ouvrières, ces sections rattachées à l'USS ne sont pas farouchement hostiles à l'action politique dans laquelle elles voient plutôt le complément indispensable de la lutte syndicale.

Sur la scène politique, le décor se modifie également. Fin novembre 1918 s'est créé, à Sierre, un parti ouvrier local. A peine constitué, il va mener une intense propagande en faveur de la création d'un parti cantonal⁴⁶. *Le Falot*, qui se rallie — ou se résigne — peu à peu à cette idée, va appuyer les efforts sierrois. De plus, Pignat, Dellberg mais aussi Charles Naine donnent de nombreuses conférences. Les résultats sont encourageants : des sections du parti ouvrier socialiste sont créées dès le mois de mai à Naters, à Glis, à Sion, à Martigny, à Saint-Maurice.

En avril 1919, les délégués des différentes organisations professionnelles s'étaient réunis à Sion et avaient constitué une Union ouvrière valaisanne, «pour la défense des intérêts moraux et économiques de la classe ouvrière valaisanne»⁴⁷. En septembre, 28 délégués de l'Union, réunis à Sion en assemblée cantonale, décide la composition de la liste ouvrière pour les élections du 26 octobre au Conseil national : Karl Dellberg, Charles Naine et

Alfred Schreier sont les trois candidats retenus. Pignat appréhende ces élections, car il ne se fait guère d'illusions sur le niveau de conscience des classes populaires du canton. *Le Falot* entame une véritable campagne pour convaincre ses lecteurs de voter la liste ouvrière, tout en déplorant «l'indolence et le crétinisme populaire» qui rendent le bon peuple si souvent complice des gros... Après les élections, le journal fait remarquer avec amertume que, même parmi les syndiqués, les inconscients n'ont pas manqué. Ainsi, à Martigny, «c'est 200 voix qui ont manqué à la liste ouvrière. Quelques-uns, c'est triste à dire, ont voté pour ceux qui ont royalement pu verser à boire. Les menaces, les promesses et le vin demeurent pour certains roitelets les suprêmes arguments sur de pauvres diables sans conscience et sans dignité se vendant au plus offrant»⁴⁸.

Le 26 octobre, la liste ouvrière recueille 11'030 suffrages⁴⁹ et n'obtient aucun siège à Berne. Analysant ces chiffres, Pignat avoue une certaine déception, mais il estime qu'il faut tenir compte du fait que «le parti ouvrier du Valais affrontait le scrutin sans avoir eu les moyens et le temps d'expliquer au peuple son programme et son but et de combattre pied à pied les supercheres et les mensongères affirmations de ses adversaires»⁵⁰.

Ce parti valaisan qu'évoque Pignat, il faut encore le créer formellement. Ce sera bientôt chose faite. Le dimanche 7 décembre 1919, une vingtaine de délégués de l'Union ouvrière valaisanne et 14 délégués des sections socialistes déjà existantes se réunissent à Sion et décident à l'unanimité de constituer le parti socialiste valaisan. Cette fois sera la bonne.

Notes

¹ Cf. Léon IMHOFF, «Les débuts de la presse socialiste valaisanne», in *Annales valaisannes*, tome 8, 1952, pp. 231-240; Gérald ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», in *Histoire de la démocratie en Valais*, Martigny, 1979, pp. 241-253.

² Philippe GARBANI, Jean SCHMID, *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale suisse 1890-1980*, Lausanne, En Bas, 1980, p. 59.

³ Gérald ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», art. cit., p. 243.

⁴ Pour une approche synthétique et problématique du démarrage industriel valaisan, cf. Gérald ARLETTAZ, «Les transformations économiques et le développement du Valais 1850-1914», in *Développement et mutations du Valais*, Martigny, 1976, pp. 11-62.

⁵ *Le Bas-Valaisan*, 8 juin 1906. Quelques jours auparavant, le conservateur *Nouvelliste Valaisan* s'inquiétait, lui, des progrès de «l'impiété et du blasphème» que ce tunnel risquait de favoriser...

⁶ Environ 2'000 grèves en Suisse de 1900 à 1914. Cf. Erich GRUNER (dir.), *Arbeitschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*, tome II, Zurich, Chronos, 1988, pp. 1527-1582.

⁷ Cf. *Die Rote Anneliese*, janvier 1977; Claude ABBET, *Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais 1900-1928*, Fribourg, mémoire de licence, 1977, pp. 21-26; Gérald ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», art. cit. pp. 245-248.

⁸ Plus précisément 21, d'après un premier repérage, mais il est possible qu'il y en ait plus. Ce qui représente, si l'on multiplie le nombre d'ouvriers concernés par le nombre de jours que dure le mouvement, plus de 26'000 journées de grève en quatre ans !

⁹ La grève d'octobre-novembre 1907 à la verrerie de Monthey a, il est vrai, d'autres motivations. Mais c'est la seule exception.

¹⁰ *Jahresbericht des Schweizerischen Grütlivereins*, Zurich, 1901, 1902, 1903.

¹¹ *Die Rote Anneliese*, mars 1978.

¹² Gérald ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», art. cit., p. 244.

¹³ Dellberg et ses camarades de Brigue ne semblent pas avoir été invités... Quant à Pignat, il ne participe vraisemblablement pas à cette rencontre. En mai 1906, il est au pénitencier de Witzwyl où il purge la peine de trois mois d'emprisonnement que le tribunal militaire de la division I lui a infligée en avril pour son refus de servir. Cf. Archives fédérales, E 21/9304.

¹⁴ «Fédération ouvrière du Valais», *La Justice*, 23 avril 1910. L'article est signé F. A.

¹⁵ «Politique ou syndicalisme», *La Justice*, 30 avril 1910. L'article est signé F. M.

¹⁶ Cf. André LASSERRE, «Le syndicalisme révolutionnaire dans le canton de Vaud 1900-1914», in *Colloque franco-suisse d'histoire économique et sociale. Genève, 5-6 mai 1967*, Genève, 1969, pp. 191-205 et Marc VUILLEUMIER, «Le syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande», in *Ricerche Storiche*, n° 1, 1975, pp. 43-73.

17 Créé en 1907 et comptant une douzaine de membres, ce groupe est «une libre union de camarades, sans distinction de sexe, ni de nationalité, qui [...] veulent combattre par la méthode de l'action directe toutes les formes d'autorité et d'exploitation de l'homme par l'homme et qui veulent travailler à l'avènement du régime communiste-anarchiste». Cf. Archives Fédérales, E 21/9304 .

18 *La Justice*, 30 octobre 1909.

19 «A nos lecteurs», *Le Bas-Valaisan*, 16 avril 1904.

20 «A nos lecteurs», *Le Bas Valaisan*, 18 mai 1906.

21 «La vie sociale», *Le Bas Valaisan*, 22 juin 1906, signé Bouton.

22 *Le Confédéré*, 30 décembre 1908.

23 Symboliquement, *La Justice* du 13 août 1910 porte le n° 1 !

24 «Syndicats et parti socialiste», *La Justice*, 5 septembre 1911.

25 *La Justice*, 7 août 1912.

26 *ibid.*

27 La section de Brigue, forte de 62 membres, a droit à 6 représentants, alors que les sections de Monthey (40 membres) et Sion (25 membres) ont chacune 3 délégués.

28 *Le Falot*, 1er mai 1914.

29 *Le Falot*, 1er février 1916.

30 *Le Falot*, 1er juillet 1916.

31 *Le Falot*, 1er novembre 1916. Au début mars 1917, *Le Confédéré* annonce qu'une Union ouvrière a été créée le samedi 10 mars à Martigny. Le journal radical est-il mal renseigné ou l'Union ouvrière de 1916 s'est-elle dissoute au cours de l'hiver pour renaître au printemps?

32 *Le Falot*, 1er janvier 1917.

33 Cf. le mémoire de licence de Benoît AYMONT, *Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'aluminium de Chippis*, Genève, 1979, pp. 14-35.

34 Aymon a retrouvé aux Archives fédérales un carnet de paie de l'usine de Chippis pour janvier 1917 : salaire horaire moyen, 60 centimes l'heure, avec des extrêmes variant entre 97 et 3 centimes!

35 Plus de 16 millions de bénéfices nets pour l'exercice 1916.

36 Limité par le nombre de pages, je n'entre pas ici en matière sur le mouvement chrétien-social, mais son relatif succès dans le Valais central au cours des années 1905-1913 n'est sans doute pas pour rien dans l'apathie socialiste concomittante dans la même région. Cf. Roland RUFFIEUX et al., *Le mouvement chrétien social en Suisse romande 1891-1949*, Fribourg, 1969, et plus particulièrement le chapitre de Marie-Claire PITTELOU, pp. 417-428.

37 *Le Falot*, 1er août 1917.

38 *Le Falot*, 1er mars 1918.

39 *Le Falot*, 1er avril 1917.

40 *Le Falot*, 1er février 1918. Des dénonciations de l'égoïsme paysan avaient déjà paru en juillet 1917. Par ailleurs, les occasions de déplorer la haine que des paysans mal renseignés portent aux ouvriers en lutte ne manquent pas.

⁴¹ *Le Falot*, 1er août 1918.

⁴² «Producteur» est un terme caractéristique du vocabulaire anarcho-syndicaliste et ne se retrouve pas dans le discours socialiste qui utilise plutôt «classe ouvrière» ou «prolétaire».

⁴³ *Le Falot*, 1er décembre 1918.

⁴⁴ *Le Falot*, 1er février 1919.

⁴⁵ *Le Falot*, 1er avril, 1919. La mise en garde face aux «avocats beaux parleurs» et l'impérieuse nécessité de choisir les candidats parmi «nos» hommes est renouvelée en juillet et en août.

⁴⁶ *Le Falot*, 1er décembre 1918, 1er janvier et 1er février 1919.

⁴⁷ *Le Falot*, 1er mai 1919.

⁴⁸ *Le Falot*, 25 novembre 1919. *Le Confédéré* se plaint aussi amèrement du fait que dans certains villages, comme Chamoson, les conservateurs ont ouvert leurs caves pendant les deux jours précédant l'élection...

⁴⁹ Les radicaux ont réuni 37'227 voix, les conservateurs 115'954.

⁵⁰ *Le Falot*, 25 novembre 1919.